

"Gaston Thorn: les échéances du 6 juin" dans 30 jours d'Europe (Mai 1983)

Légende: En mai 1983, dans le mensuel 30 jours d'Europe, Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes, explique l'importance du Conseil européen de Stuttgart pour l'avenir et le destin de l'Europe.

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. Fontaine, François ; RRéd. Chef Chastenet, Antoine. Mai 1983, n° 298. Paris: Service de presse et d'information de la Commission des Communautés européennes.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"gaston_thorn_les_echeances_du_6_juin"_dans_30_jours_d_europe_mai_1983-fr-baa93349-f298-4259-a4d7-9a7bd43ac02f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Gaston Thorn : les échéances du 6 juin

Ce jour-là, les chefs de gouvernement des « Dix » se réuniront à Stuttgart en Conseil européen. Ils devront prendre des décisions qui pèseront lourd sur l'avenir de la Communauté et de ses citoyens. Le président de la Commission européenne nous explique pourquoi.

Le 6 juin, date anniversaire du « jour le plus long », de ce que Gaston Thorn appelle « la deuxième guerre civile européenne », sera cette année un autre « jour J ». Il estime en effet que ce jour-là, à Stuttgart, où se réunira le Conseil européen des chefs de gouvernement, les enjeux ne seront pas moins importants qu'au moment du débarquement des Alliés en Normandie et que les résultats de ce sommet européen pèseront sur l'avenir et le destin de la Communauté qu'il contribue à construire depuis un quart de siècle.

M. Thorn considère que ce sommet doit aborder une série de décisions de crise dont la difficulté dépasse celles qu'il a essayé de maîtriser depuis 1981, l'année où il vint s'asseoir dans le fauteuil présidentiel, à la table ronde de la Commission. Il a un peu de mal à trouver le mot capable de définir la gravité, le caractère critique des problèmes auxquels le sommet aura à faire face.

La liste de ces problèmes est impressionnante. Ils portent pour l'essentiel sur la nature même de la Communauté et sur sa capacité d'apporter une réponse aux problèmes dominants de l'actualité: chômage et le déclin industriel. En tête de ses préoccupations, M. Thorn place la nécessité de définir une politique, ou plutôt des politiques, dans des secteurs d'importance aussi vitale que l'énergie, les télécommunications et la recherche. Et de développer les politiques déjà existantes dans les domaines du chômage des jeunes, des transports et du Marché commun. L'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal n'est pas moins important et attend toujours une impulsion politique. A la base de ces problèmes on retrouve le débat sur les finances de la Communauté ou, plus précisément, le problème suivant: comment trouver les ressources financières nécessaires pour une nouvelle initiative politique ? Les Etats membres ont repoussé le moment des décisions sur ces problèmes jusqu'à ce que, selon Gaston Thorn, il soit impossible de reculer les échéances.

Nous traversons une crise d'ambition

« Soyons clair, déclare-t-il, sur un point: nous traversons vraiment une crise, ce que j'appellerais une crise d'ambition. En d'autres termes, que veulent les Etats de la Communauté ? Que veulent-ils en terme d'effort collectif européen ? Quelle vision ou quelles visions de l'avenir ont-ils ? Il est temps que les Etats membres réfléchissent ensemble, au plus haut niveau, et qu'ils fassent la clarté sur les objectifs qu'ils ont pour l'Europe et sur les moyens de les atteindre. Et qu'ils se mettent d'accord, avec autant de clarté, sur les règles du jeu. Si dans ce processus d'identification ou de choix des stratégies il existe des divergences importantes, eh bien qu'il y en ait ! »

M. Thorn est tout à fait conscient de l'existence de points de vue nationaux bien ancrés sur la voie que la Communauté devrait prendre dans l'avenir. Il estime qu'une rupture à Stuttgart aurait au moins l'avantage d'obliger tout le monde à faire face aux problèmes ou à courir le risque réel de détruire la Communauté. Le mois dernier, il a déclaré franchement devant le Parlement que le Sommet européen de mars avait été « décevant », mais que ce mot était à peine assez fort pour exprimer véritablement ce qu'il pensait vraiment, c'est-à-dire que les dirigeants européens se dérobaient à leurs responsabilités. Il ne veut pas que ceci se reproduise à Stuttgart et pense que les dirigeants européens doivent concentrer leur attention sur les obstacles qui empêchent le progrès vers une Europe de la deuxième génération.

La Commission européenne, à laquelle incombe, en tant qu'institution, le rôle de moteur dans le processus de changement, a fait une série de propositions non seulement sur le financement de la Communauté mais aussi sur la réduction du chômage et l'arrêt du déclin industriel. Ces propositions devront être discutées lors du Conseil de Stuttgart. M. Thorn est réaliste quant à ce qu'il attend de cette réunion. *« Ce n'est pas à Stuttgart que nous réglerons définitivement tous les problèmes majeurs qui se posent à l'Europe. Mais Stuttgart doit être un point de départ; on doit y jeter les bases d'une nouvelle étape européenne. Nous devons démontrer notre détermination à poursuivre le développement de la Communauté. »* a-t-il déclaré.

Le protectionnisme c'est la fin du mode de vie qu'ont connu les Européens depuis la guerre

Comme souvent dans le passé, la difficulté du Conseil européen du 6 juin sera la nécessité de trouver un accord unanime sur les questions les plus importantes. M. Thorn indique clairement que le processus décisionnel du Conseil des ministres de la Communauté devra être simplifié, la solution pouvant consister à recourir plus souvent au vote majoritaire, par exemple sur des questions dépourvues d'une importance nationale réellement prioritaire. Quant à « l'intérêt vital » des Etats membres, il n'est pas véritablement en contradiction, selon Gaston Thorn, avec les intérêts de la Communauté dans son ensemble. *« La plupart sinon tous les intérêts nationaux importants, déclare-t-il, ont actuellement une dimension communautaire sans laquelle ils ne peuvent pas être préservés ou satisfaits, et ceci s'applique à pratiquement tout le domaine de la politique économique: aujourd'hui, le nationalisme économique a à peu près autant de rapport avec la réalité actuelle que la Genèse n'en a avec le Nouveau Testament en théologie. »*

M. Thorn considère qu'une attitude de défense économique n'est pas identique au nationalisme, même si elle peut le provoquer et précise: *« L'épidémie de protectionnisme qui est l'expression économique des craintes et des incertitudes des gens ne peut être contrée qu'en leur démontrant que l'impact de sa montée croissante signifiera la fin du mode de vie qu'ils ont connu depuis la guerre ».* *« Nous essayons tous de trouver de grands marchés, en vendant au Japon ou, par exemple, en Amérique latine. Mais nous avons un marché de 300 millions de personnes, le nôtre, et nous le détruisons. »*

Il voudrait voir les marchés publics de projets de recherche et de haute technologie, qui sont souvent réservés aux entreprises du pays concerné, ouverts à toute la Communauté. *« Nous n'arriverons pas à un marché commun dans ces domaines sensibles aux perspectives de croissance souvent importantes si nous n'adoptons pas une attitude plus ouverte. »* Et il insiste: *« La Communauté, notre marché commun, notre politique commerciale commune, notre coopération en politique étrangère ne sont pas des objets de luxe mais des mécanismes essentiels d'un mode de vie européen que nous devons chercher à maintenir et à développer. »*

La règle des majorités de hasard

M. Thorn est bien conscient du fait que les décisions essentielles et l'esprit communautaire nécessaire à la réalisation de sa vision des choses sont difficiles à obtenir. L'attitude du « à mon corps défendant » des pays de la Communauté quand ils s'opposent à certaines idées; l'évidence constante que certains Etats membres ne recherchent que l'avantage national à court terme; le fait que certains pays ne voient la Communauté que d'un point de vue nationaliste étroit; la réalité politique qui veut qu'aucun gouvernement ne puisse rester indifférent aux pressions intérieures; tout cela bloque les progrès de l'Europe dans le sens qu'il veut lui donner.

Il aimerait pouvoir compter sur le soutien du Parlement européen pour s'efforcer d'entretenir et de développer le mode de vie européen. Mais pour lui la coopération avec le Parlement européen n'est pas sans difficultés. Parmi ces difficultés, l'une des plus importantes réside dans le fait qu'il n'existe au Parlement aucune majorité unie autour d'un ensemble d'idéaux ou de priorités. *« Quand nos ministres se présentent devant leurs parlements nationaux, ils savent où se trouve leur majorité, »* déclare-t-il avec envie. *« Malheureusement, le Parlement européen n'a pas de majorité engagée sur un programme unique de politiques, d'objectifs et de limitations jugées souhaitables. La Commission européenne doit donc s'accommoder de la règle des majorités de hasard. »*

C'est un facteur qui rend difficile l'obtention de plus grands pouvoirs pour le Parlement européen. M. Thorn le regrette car il voit dans ce Parlement un allié naturel de la Commission dans la lutte pour une dimension communautaire.

Plutôt que de parler des pouvoirs du Parlement, M. Thorn préfère insister sur ses responsabilités. *« Responsabilité et pouvoir ne peuvent être séparés »,* déclare-t-il. *« Cette année, le Parlement a rejeté des propositions de la Commission européenne destinées à contrôler la production et les dépenses agricoles.*

Cette décision aurait eu plus de poids si le Parlement avait été tenu d'indiquer de quelle manière il entendait dégager les ressources nécessaires à la politique préconisée par lui. »

Le nécessaire accroissement des ressources de la Communauté

La politique agricole commune reste à la fois un élément-clé de la Communauté et l'un de ses problèmes permanents. M. Thorn est convaincu que la plus grande menace pour cette politique vient de ceux qui n'acceptent pas la nécessité du contrôle de la production: « *Si nous continuons à produire plus que le marché peut absorber, nous finirons par détruire la politique que nous essayons de sauvegarder.* » Un problème fondamental, estime-t-il, est que la Communauté ne possède pas une agriculture mais des agricultures. Pour donner un exemple, les coûts de production de produits similaires sont différents d'une région à l'autre. M. Thorn voudrait que l'on en tienne compte davantage dans l'élaboration des politiques de soutien des revenus agricoles. De cette façon, ajoute-t-il, il serait possible d'assurer le revenu du secteur agricole et de contrôler plus étroitement le taux de croissance des dépenses agricoles.

Pour M. Thorn, il est absolument primordial que les ressources propres de la Communauté soient augmentées: cette augmentation lui apparaît nécessaire, avec ou sans adhésion de l'Espagne et du Portugal. En effet, ces ressources supplémentaires seront indispensables pour financer les politiques nouvelles qui estime-t-il, devront être mises en œuvre afin de créer cette « Europe de la seconde génération » qu'il appelle de ses vœux. L'enthousiasme suscité par l'Europe de la première génération, selon son analyse, est le produit d'une certaine effervescence des esprits, d'une époque où l'on arrachait symboliquement les barrières aux frontières du continent européen. Mais maintenir ces barrières abaissées aujourd'hui malgré « *un climat de recul économique, d'incertitude politique, d'inspiration chancelante des Etats de la Communauté* » est un défi d'une nature toute différente.

« L'enthousiasme ne peut jamais être le résultat d'une situation que caractérise pour tant de gens, le chômage ou la menace du chômage, une croissance faible ou inexistante et l'absence criante d'un projet politique. Le rôle principal de la Communauté doit être d'aider à changer cette situation. Ce n'est qu'en agissant sur tous les fronts, en montrant aux gens comment la Communauté peut aider à résoudre leurs problèmes quotidiens et en faisant naître un projet capable de séduire le grand public, que nous pourrons créer des conditions qui permettront de réveiller l'enthousiasme pour l'Europe. Nous ne luttons pas aujourd'hui pour le meilleur des mondes, mais pour l'adaptation du meilleur des mondes des années 50 et 60 aux réalités pleines de défis des années qui nous conduiront à la fin de ce deuxième millénaire. »

propos recueillis par Ian Murray